

Commune de Sargé-Lès-Le Mans
Extrait du Registre des Arrêtés du Maire

	<p style="text-align: center;">ARRÊTÉ DU 18 MAI 2026 ----- portant réglementation de la circulation rue des Bruyères pendant les travaux de modification de branchement du 15 juin 2026 au 20 juin 2026</p>
--	--

Le Maire de SARGE-LES-LE MANS,

VU le code de la route,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code général des propriétés des personnes publiques,

VU le code de la voirie routière,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, notamment la 8ème partie (signalisation temporaire), approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, et modifiée par arrêté du 6 décembre 2011 relatif à l'approbation des modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,

VU la demande en date du 29 avril 2026 présentée par GARCZYNSKI TRAPLOIR, GT INFRAS SARTHE, Bâtiment C, route d'Alençon, 72088 LE MANS CEDEX 9.

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier de branchement au vu de l'importance de l'emprise des travaux, il est nécessaire d'interdire la circulation sur la rue des Bruyères pendant la durée des travaux.

ARRETE

ARTICLE 1

A compter du 15 au 20 juin 2026, soit 5 jours, pendant toute la durée des travaux de branchement soit 5 jours, la circulation sera interdite à tous les véhicules au niveau du 4 rue des Bruyères, sur le territoire de la commune de Sargé-Lès-Le Mans.

ARTICLE 2

Durant cette période, la circulation de tous les véhicules sera déviée par la rue Principale, la rue des Tilleuls, la rue des Acacias et la rue des Arums.

ARTICLE 3

Les dispositifs de signalisation nécessaires au balisage du chantier et à la réglementation de la circulation seront mis en place et entretenus de jour comme de nuit par la société GARZYNSKI TRAPLOIR – GT INFRAS SARTHE conformément aux dispositions de la 8ème partie (signalisation temporaire) du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation.

ARTICLE 3

Le stationnement et le dépassement seront interdits dans l'emprise du chantier.

ARTICLE 4

Le présent arrêté sera affiché aux extrémités du chantier.

ARTICLE 5

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ces travaux.


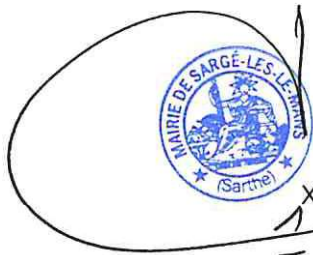
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 6

L'entreprise GARCZYNSKI TRAPLOIR, Le Maire de la commune de SARGÉ-LES-LE MANS, Le Mans Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Sargé-Lès-Le Mans, le 18 mai 2026

Le Maire,



Xavier CONTANT

Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Savigné l'Evêque, Le Directeur/La Directrice du service départemental d'incendie et de secours, Le/La responsable du SAMU, Le Directeur/La Directrice de la SETRAM et de TRANSDEV sont destinataires d'une copie pour information.

Recours : La présente décision peut, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux adressé à la commune de Sargé-Lès-Le Mans, 34 rue Principale, CS 80034, 72190 SARGÉ-LES-LE MANS. Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux, dans le même délai à compter de sa notification, en saisissant le tribunal administratif de NANTES (par voie postale à l'adresse suivante : 6, allée, de l'Île Gloriette 44041 NANTES CEDEX- ou, par l'application informatique "Télérecours citoyens", accessible par le site internet suivant : <http://www.telerecours.fr>).

En cas de rejet du recours gracieux formulé dans le délai précité ou en l'absence de réponse à ce recours dans un délai de deux mois (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes peut également être formé contre cette décision dans un délai de deux mois à compter du rejet.

Mentions relatives au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) : La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux informations figurant dans ce formulaire.

Les informations recueillies permettent aux agents habilités des services de la Commune de Sargé-Lès-Le Mans :

- d'exercer les pouvoirs de police afférents à la gestion du domaine routier départemental / communal,
- d'en exploiter et d'en analyser les données en vue de réaliser des statistiques internes d'activité et d'usage.

Un défaut d'enregistrement des données entraînera des retards ou une impossibilité de les exploiter ou de les analyser en vue de prendre la ou les décisions administratives objet(s) de la demande. En les enregistrant, vous consentez à ce que les agents des services mentionnés ci-dessus puissent effectuer le traitement de ces informations dans le cadre des objectifs mentionnés ci-dessus.

Les données personnelles sont conservées pendant la durée n'excédant pas celle nécessaire au regard de leurs objectifs. Elles sont traitées dans la limite des délais de prescription applicables.

Vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation, de portabilité de vos données, d'un droit d'opposition au traitement de celles-ci ainsi que le droit à tout moment de retirer votre consentement.

Les réclamations relatives à la protection de vos données sont à adresser auprès de la CNIL.